

REFLEXIONS AUTOUR D'UNE EXPERIENCE DE RENCONTRES EN MILIEU CENTRAFRICAIN

- Bangui, 22-25 octobre 2014 -

A travers l'organisation de cinq tables-rondes avec des intellectuels centrafricains dans divers milieux : Université, Centres religieux catholique, musulman, protestant, monde de la culture, l'occasion a été donnée aux membres de notre délégation de se plonger avec leurs interlocuteurs de Centrafrique au cœur de cette violence extrême qui a bouleversé le pays, en particulier au cours de ces deux dernières années. Le défi à relever pour l'avenir de la Centrafrique c'est l'établissement de la paix et la reconstruction qui est aujourd'hui en miettes. Pour y aboutir il est important de pouvoir au préalable regarder en face l'horreur qu'on préférerait oublier, nommer l'innommable qu'on a peine à traduire en mots, essayer de comprendre ces mécanismes difficiles à expliquer de basculement dans l'inhumanité absolue qui conduisent des hommes à piller, lyncher, violer, tuer, découper en morceaux les corps de leurs semblables. C'est ce que notre délégation d'intellectuels et d'hommes de religion français a voulu permettre à travers ce projet de rencontres.

Avons-nous réussi ? Il est trop tôt pour le dire. Je voudrais cependant évoquer quelques indices qui tendraient à manifester l'intérêt qu'a rencontré notre démarche. Tout d'abord nous avons obtenu la participation active d'au moins 150 de ces intellectuels universitaires, théologiens, acteurs de la société, qui se sont exprimés sans tabous, les uns en présence des autres, sur des sujets qui n'appellent pas seulement une analyse distanciée, mais aussi une implication personnelle. Ensuite nous avons pu noter leur souhait que nous poursuivions le dialogue inauguré à cette occasion, car ils ont pu en mesurer le bénéfice. Une telle issue est une forte incitation pour nous aussi à poursuivre l'entreprise, car il y va pour ces intellectuels de la possibilité de faire bénéficier de leur expertise une société en recherche d'avenir.

Le bénéfice de ces rencontres n'est pas moins évident dans la restitution que nous avons à faire de notre expérience centrafricaine auprès de la société française. A propos du drame de la Centrafrique, sur la base de l'importante couverture médiatique qui en a été faite, des interprétations convenues ont pu fleurir, des arrière-pensées de dénonciation des uns et de victimisation des autres se développer. On a beaucoup mis en exergue le conflit entre Islam et Christianisme, présentant le drame centrafricain comme un nouvel avatar de cette confrontation sanglante universelle dans laquelle les minorités chrétiennes sont devenues un peu partout les victimes. En Centrafrique à proprement parler, on ne peut parler de minorités chrétiennes, puisque les chrétiens représentent 80% de la population, mais si l'on situe ce conflit dans un contexte régional très agité, les proportions seraient probablement inversées.

Nous avons appris que les raisons de la déchirure étaient plus profondes et plus complexes que cette interprétation primaire, et on ne peut donc pas plus dire que ce conflit n'est pas religieux qu'on ne peut dire qu'il l'est. Nous avons été amenés à constater que les raisons historiques croisent les raisons politiques, que les données sociologiques s'entremêlent avec des blocages économiques et des faillites gestionnaires. Il nous est apparu que l'explosion de ces deux dernières années pourrait être le fruit de haines et de frustrations que beaucoup de Centrafricains portent en eux. Celles-ci s'enracinent déjà dans l'avant de la colonisation, une époque où des sultanats en place pratiquaient l'esclavage intensif sur une partie de la population, elles s'enracinent dans les pratiques de la colonisation française profondément discriminante. Elles sont liées à la soif de prendre et de garder le pouvoir de la part d'un certain nombre d'hommes politiques, instrumentalisant les populations en jouant sur les registres aussi bien religieux que sociaux pour y parvenir. Les régimes successifs ont contribué au pourrissement de cette société, en manipulant les groupes et les ethnies, à partir des situations de pauvretés de certains par rapport aux autres, en exacerbant des clivages qui ont conduit à des ruptures radicales entre des catégories de population traditionnellement proches les unes des autres, tels les chrétiens et les musulmans. Le sentiment d'humiliation et d'exclusion sociale éprouvé par un certain nombre de musulmans a pu contribuer à rapprocher les musulmans centrafricains avec les « envahisseurs » musulmans venus du Nord (Tchad, Soudan) et faire grandir chez les chrétiens le sentiment d'être trahis par ceux avec qui ils vivaient pacifiquement ou d'alliance de possesseurs de biens, les musulmans étant les commerçants de la société centrafricaine.

En écoutant nos interlocuteurs nous avons mesuré combien ce qui peut structurer un pays et l'acheminer vers son avenir faisait cruellement défaut : pas de leadership politique et une mal-gouvernance chronique par des dirigeants médiocres, un sous équipement éducatif, pas de perspectives de travail et de vie pour les jeunes générations, un fort sentiment d'impunité pour certains, pas de vision pour la société, sur un fond de non-intégration d'une partie de cette population. Il faut souligner en particulier la jachère dans laquelle est laissée l'éducation des jeunes, dont la rue est devenue l'école, à défaut de tout autre projet éducatif.

Telle que se présente la situation, il ne me semble pas que la société centrafricaine serait à elle seule en mesure de faire fonctionner les ressorts de sa reconstruction, sauf à s'appuyer sérieusement sur les potentialités que nous avons décelées à travers cet ensemble d'intellectuels qu'il nous a été donné de rencontrer, entre autre les hommes de culture, la culture pouvant être un vecteur de réconciliation. Deux indices troublants qui attestent cette défaillance des fondamentaux : certains de ceux que nous avons rencontrés plaçaient leurs perspectives d'avenir dans la nostalgie d'une époque révolue, celle de l'empereur Bokassa et par ailleurs on pouvait constater que les seuls leaders jouissant d'une vraie crédibilité ne sont pas les responsables politiques ni les décideurs

économiques, mais des hommes de religion, l'archevêque de Bangui, le président de l'Alliance évangélique et le grand Imam de Centrafrique.

Si nous avons pu entendre des analyses d'une extrême pertinence sur les causes proches et lointaines, endogènes et exogènes du drame centrafricain et des violences qui ont mis le pays à terre, dans notre échange, il est apparu combien il est difficile de parler par-delà les causes de la violence, de la violence elle-même, de ce qu'elle signifie, de la manière dont chacun se situe par rapport à elle. Pour cela il faut aller jusque dans les ressorts les plus profonds de la psychologie humaine. Ce qui apparaît, c'est que les agissements des responsables politiques successifs prétendant s'emparer du pouvoir et le garder ont créé des ruptures dans des traditions culturelles et dans une pratique traditionnelle de cohabitation pacifique entre les groupes et les ethnies et ont ainsi contribué à créer une désagrégation sociale majeure.

Il est difficile d'aller plus avant dans l'explication du basculement qu'a connu le pays dans la violence extrême. Dans nos rencontres nous avons cependant essayé de pousser l'échange sur ce qui pouvait en expliquer les mécanismes. Car il est difficile de comprendre comment sont arrivés au massacre de leurs semblables des hommes qui jusque là étaient dans une relation de voisinage pacifique avec eux. Il a fallu que le désir de vengeance contre ce voisin qui a participé à la coalition de ses ennemis, venant s'emparer de leur pays et tuer les leurs occupe tout le champ de leur conscience pour qu'ils en viennent à ces extrémités. Il n'est plus que l'ennemi qu'il faut détruire pour ne pas être détruit.

Pour entrer dans de telles logiques il faut s'abstraire de tout sentiment de compassion, de toute conscience de la souffrance de l'autre, de toute émotion face à elle. Seule une raison supérieure peut conduire à un tel déni d'humanité. Dans un certain nombre de situations contemporaines de violence extrême, c'est un argument religieux dévoyé qui lui sert de support. On peut s'interroger sur l'influence d'un certain nombre de responsables politiques centrafricains qui par soif du pouvoir ont su instrumentaliser la haine de ceux qui étaient victimes et la transformer en inhumanité absolue. Ils font partie de cette catégorie de préparateurs qui sans agir directement eux-mêmes ont su créer dans les consciences fragiles le sentiment que l'autre était une bête nuisible qu'on peut et doit éliminer. En fait on a le sentiment qu'un certain nombre de facteurs de faillite sociale ont fait sauter les verrous d'humanité et conduit un certain nombre de Centrafricains à la barbarie.

C'est affaire relevant en partie de la psychologie des profondeurs. Mais ce qu'on peut dire en résumé de l'arrière-plan historique, politique, anthropologique, psychologique et social de ces phénomènes violents pourrait se récapituler en quelques points :

- Un sentiment de marginalisation d'une partie de la population, instrumentalisé par des responsables politiques en unique recherche de pouvoir.
- La non-acceptation du principe de l'impunité qui s'est affirmé plusieurs années dans le pays.
- La faillite complète du système éducatif qui laisse à l'abandon une grande partie de la jeunesse dans son processus de croissance, exception faite de ceux que les parents ont le moyen d'envoyer se former à l'étranger.
- Le problème de la mal-gouvernance qui affecte la gestion des personnes et des possibilités économiques sociales et humaines du pays.

Il est évident que les choses sont plus complexes que ce que j'exprime là. L'objectif de notre projet n'était du reste pas de nous faire une opinion exhaustive sur la situation du pays, mais de permettre à nos interlocuteurs d'en parler entre eux pour pouvoir éventuellement envisager des portes de sortie de crise.

Ce qui était frappant dans nos rencontres c'est que l'optimisme quant aux perspectives d'avenir était loin d'être débordant. Tout reste cependant ouvert, mais il y a de toute évidence un certain nombre de points d'appui pour une reconstruction du pays à assurer à différents niveaux :

- La reconstitution des institutions, la restauration du bon ordre des choses sur la base de la promotion d'un authentique civisme de tous : l'obstacle principal est l'absence d'un leadership politique vertueux et ayant un projet pour le pays.
- La valorisation des traditions culturelles centre africaines qui comportent des valeurs permettant la réconciliation.
- L'ouverture pour les jeunes de perspectives d'avenir.
- Le travail d'intégration réciproque des communautés : c'est l'affaire de l'Etat et des dispositions législatives qu'il saura prendre, mais c'est aussi l'affaire commune des différentes communautés religieuses.

Toutes les couches du pays sont concernées. Nous le sommes aussi, car sans accompagnement ce pays est trop fragile pour aboutir, mais il faut un accompagnement sans une arrière-pensée de récupération politique ou économique. Au contraire il faut que la France se soucie de reconstruire une confiance bien écornée.

+ Monseigneur Marc Stenger
Evêque de Troyes
Président de Pax Christi France
Vice-Président de l'Observatoire Pharos